



Le 22 mai, les Autrichiens désigneront leur prochain président. Au second tour, Alexander Van der Bellen (à gauche), candidat soutenu par les Verts, affrontera Norbert Hofer (à droite), candidat du FPÖ. BRUNA/EPA BADER REUTERS

REPORTAGE Crise des migrants, discrédit des partis traditionnels, usure des dirigeants... Le premier tour de l'élection présidentielle a laminé le paysage politique

L'Autriche opère un virage à l'extrême droite

VIENNE (AUTRICHE)
ENVOYÉE SPÉCIALE
KAREN LAJON @karenlajon

« **O**n va rouvrir les portes du camp de Mauthausen juste pour vous, les opposants du FPÖ ! » La menace est venue cette semaine parasiter la page Facebook du député vert Harald Walser. Il le sait, cet ancien chargé de cours d'histoire, que l'extrême droite n'a jamais rien apporté de bon à son pays. Que les Autrichiens ont un problème avec leur passé. Ou, au fond, peut-être pas assez. Parce que dimanche une partie du peuple a rappelé au monde entier son penchant pour la rhétorique nazie, et accordé ses précieuses voix au candidat Norbert Hofer du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) à la présidentielle. Éliminant d'un coup d'un seul les deux concurrents traditionnels au pouvoir depuis des années, les conservateurs (ÖVP) et les socialistes (SPÖ).

Rhétorique raciste

L'Autriche vient de connaître une grosse secousse. Elle attend, ou redoute, un tremblement de terre lors d'un second tour inédit, le 22 mai.

Le peuple autrichien désignera un président dont le rôle n'est pas seulement honorifique. Le nouvel élu aura le pouvoir de désigner le prochain chancelier, sans avoir besoin de l'aval du Parlement. Déjouant tous les sondages, deux hommes sont en lice : Alexander Van der Bellen, candidat soutenu par Die Grünen (les Verts), qui a recueilli 21,4 % des suffrages, et surtout Norbert Hofer du FPÖ, deuxième vice-président du Parlement autrichien, qui a engrangé plus de 35 % des voix.

Tous s'accordent à dire que les électeurs ont rejeté en bloc les partis politiques de l'establishment. « Vous pouvez aussi ajouter le pouvoir sans limites de Kronen Zeitung, le tabloïd le plus lu au monde, qui appelle à la haine envers les étrangers quasiment à chaque édition, précise Andreas Peham, l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite en Autriche. Les réfugiés représentent le thème central de la vie politique depuis plus d'un an. Le gouvernement n'a pas été capable de le régler. »

La victoire du FPÖ serait aussi l'expression ouverte d'un racisme autrichien envers les réfugiés. Thomas Schmidinger, chercheur en science politique à l'université de Vienne, ne décrypte pas autrement ce dernier scrutin. « Si l'on regarde les résultats de la Styrie, il y a beaucoup de communistes qui ont voté extrême droite. Après tout, ils auraient pu être séduits par un discours popu-

« Il y a beaucoup de communistes qui ont voté extrême droite »

Thomas Schmidinger, chercheur en science politique

liste d'extrême gauche, mais non, ils sont allés vers le FPÖ, parce qu'ils adhèrent au discours raciste de ce dernier. »

Alors, Alexander Van der Bellen, qui pose sur des affiches un peu partout dans Vienne, veste portée sur l'épaule, avec un slogan en arrière-plan qui en dit long, « Heimat » (la patrie), va-t-il faire le poids face à Norbert Hofer, séduisant quadragénaire à l'allure de gendre idéal ? Le député des Verts, plus très jeune (72 ans), est arrivé loin derrière Hofer avec 20,4 % des voix. Mais ses troupes veulent encore y croire. Comme Tanja Grossauer-

Ristl, candidate et chef des Verts à la mairie de Meidling, un quartier populaire de Vienne : « Je reste assez confiante. On va aller chercher les voix dans les camps adverses mais aussi chez ceux qui se sont abstenus au premier tour. »

« Il n'y aura pas de Chirac avec plus de 80 % des voix »

Après avoir crié haut et fort qu'il refuserait de reconnaître un président d'extrême droite, Van der Bellen a mis de l'eau dans son vin afin de draguer l'électorat au centre de l'échiquier politique et de toucher les abstentionnistes. En cette matinée de fin avril d'un froid cinglant, pas facile pourtant de convaincre le chaland. Tanja converse avec un quadragénaire sympathique qui lui parle de ses deux parents malades, jusqu'au moment où il aborde le très sensible dossier des réfugiés. « C'était fini, raconte la candidate verte, j'ai senti le basculement et une certaine violence chez cet homme peu éduqué, représentatif de l'électorat du FPÖ. Il m'a même affirmé porter un couteau, au cas où. »

« Et si ce qui se passe en Autriche, se propage dans le reste de l'Europe ? »

Mazen, réfugié syrien

Pourrait-on alors imaginer un scénario à la française, de type « cordon sanitaire républicain » ? « Il n'y en a jamais eu parce que c'est le résultat d'une situation post-fasciste, assène Thomas Schmidinger. Il n'y aura pas de Chirac avec plus de 80 % des voix, comme en France en 2002. Il n'y a d'ailleurs pas eu d'appel de report de voix des socialistes sur Van der Bellen. »

L'écharpe aux couleurs de l'Allemagne qu'il arbore lors d'un bal annuel ? Pas un problème pour Norbert Hofer, qui explique que « ce n'est qu'un symbole appartenant à

la culture allemande ». Le bleuet à la boutonnière ? « Pas du tout un signe du parti nazi de 1933 à 1938, mais la fleur que Bismark préférait. » Norbert Hofer, 45 ans, l'homme à la canne, suite à un accident de parapente, père de quatre enfants, multiplie les gestes sans équivoque. « À l'inverse de Jörg Haider [ex-chef du FPÖ] qui était plus populiste, Hofer est un idéologue pur et dur, souligne encore Andreas Peham. Hofer a choisi son camp. Il a intégré une corporation étudiante ouvertement pangermanique puis grimpé tous les échelons du FPÖ, parti fondé en 1955 par d'anciens nazis. »

Pour ce spécialiste qui rappelle que l'Autriche a fourni 40 % du personnel des camps d'extermination, il n'y a pas de doute possible : « Il a remis au programme du FPÖ l'idée

(Haider l'avait enlevée) que la nation autrichienne est en réalité allemande. » Et les gens lui pardonnent ou ne savent pas. Comme cet homme d'origine turque, qui adore

Hofer, et lâche, sidérant : « Il va nous débarrasser de tous ces réfugiés. »

Dans le quartier de Meidling, un centre de réfugiés. L'Autriche a accueilli 90.000 demandeurs d'asile l'année passée, soit plus de 1 % de sa population. Mazen, 25 ans, vient de Damas. Il est arrivé il y a huit mois. Les résultats de l'élection inquiètent ce jeune mathématicien. Il y a eu deux histoires successives de viol par des migrants. « Il suffit d'un seul mauvais élément pour que tout le monde le soit, souffle-t-il. On vient d'un pays en guerre, on cherche un refuge, pourquoi irions-nous faire du mal aux gens qui nous accueillent ? Et si ce qui se passe en Autriche se propage dans le reste de l'Europe ? » ●

CRAINTES EUROPÉENNES FACE À LA MONTÉE DES NATIONALISMES

UNE CLÔTURE, le vote de la possibilité d'établir un « état d'urgence migratoire », un plafonnement du droit d'asile à trois ans : l'Autriche n'en finit pas de verrouiller l'accès à son territoire. Au risque de sortir du cadre légal du droit européen. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a réagi jeudi en se disant « préoccupé par l'adoption en Europe de politiques

de plus en plus restrictives ». Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a condamné la proposition de loi d'« état d'urgence migratoire » votée mercredi. L'Autriche a expliqué qu'« elle ne pouvait accueillir toute la misère du monde » et indiqué qu'elle envisageait l'accueil de 37.500 réfugiés pour 2016. Contre 90.000 l'an passé.

Coincidence, le Conseil de l'Europe a sorti cette semaine son rapport annuel. « La démocratie et les droits de l'homme sont menacés par la montée des populismes et des nationalismes en Europe », a averti son secrétaire général, Thorbjørn Jagland, dans un texte de 112 pages. Il a estimé que c'était la légitimité de la Cour européenne des droits de l'homme qui était contestée. K.L.